CONVENTION
RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LES DÉPÔTS ILLÉGAUX DE DÉCHETS SUR LA VOIE
PUBLIQUE

La présente convention est établie entre :

La Métropole Aix-Marseille Provence,

Établissement public de coopération intercommunale
Dont le siège est situé Le Pharo - 58, boulevard Charles LIVON - 13007 Marseille,
Représentée par sa Présidente en exercice, Madame Martine VASSAL,
dûment habilitée pour intervenir en cette qualité aux présentes.

Désignée ci-après « la Métropole »,

D'une part,

Et :

La Ville de Marseille,

Dont le siège est situé Hôtel de Ville, 13233 Marseille Cedex 20,
Représentée par son Maire en exercice, Monsieur Benoît PAYAN,
dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes.

Désignée ci-après « la Ville »,

D'autre part,

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
Vu les articles L.5217-7 I et L.5215-27 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article L. 541- 3 du code de l'environnement ;
Vu le règlement de collecte métropolitain.

PRÉAMBULE :

Les dépôts sauvages de déchets sont un fléau qui ont des impacts importants sur la qualité de vie des habitants, l'environnement et la santé publique. La Ville de Marseille concentre un nombre important de ces actes illégaux qui représentent, notamment lorsqu'ils affectent la voie publique, une nuisance pour les riverains, parfois un véritable danger, et un coût élevé pour les collectivités.

Afin de lutter contre les dépôts sauvages, il est essentiel d'améliorer la collecte des déchets illégaux et de renforcer les actions de prévention, de contrôle et de sanction des auteurs de ces infractions.

Pour cela, une meilleure coordination des actions engagées par la Métropole et la Ville est nécessaire, ainsi que l'a relevé la mission d'information et d'évaluation sur la collecte des déchets sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence présidée par Madame Christine JUSTE, conseillère métropolitaine déléguée à la Propreté de la Ville de Marseille, et dont les conclusions ont été présentées lors du Conseil métropolitain du 27 juin 2024.

A travers la présente convention, il est proposé de renforcer la coopération entre la Métropole et la Ville, en améliorant la coordination de leurs actions respectives en matière de détermination, d'enlèvement des dépôts sauvages sur la voie publique et de répression et de sanction de leurs auteurs.

Cette convention conclut également un processus de médiation entre la Métropole et la Ville qui a fait suite à l'émission de neuf titres exécutoires de la Métropole à l'encontre de la Ville et ayant pour objet des frais d'enlèvement de dépôts sauvages et le dépôt par la Ville, contre chacun de ces titres, d'une requête introductive d'instance auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Ces titres sont récapitulés dans le tableau suivant avec leur montant respectif et le n° de requête associé :

TITRE	MONTANT	N° TA
titre n°6510 du 15/04/2024 - Enlèvement déchets av. Zoccola le 09/02/2024	8 891,48	2406013
titre n°15957 du 27/05/2024 - Enlèvement déchets Bd Marie Joseph (13015) le 21/12/2023	3 802,63	2408024
titre n°16629 du 17/06/2024 - Enlèvement déchets centre-ville semaine 13	2 914,24	2408025
titre n°6552 du 25/04/2024 - Enlèvement déchets av. Zoccola le 09/02/2024	8 685,62	2406254
titre n°15955 du 27/05/2024 - Enlèvement déchets av. Zoccola le 14/12/2023	8 972,67	2407627-1
titre n°15954 du 27/05/2024 - Enlèvement déchets centre-ville semaine 12	4 383,38	2408021
titre n°15956 du 27/05/2024 - Enlèvement déchets centre-ville semaine 14	1 632,30	2408024

titre n°30007 du 12/12/2023 - Enlèvement de déchets du 24/11 au 25/11/2023 avenue Félix Zoccola (13015)	33 204,63	2501492
titre n°700010 du 24/07/2023 - Enlèvement 2550 m3 de déchets du 31/05 au 02/06/2023 chemin de Madrague Ville / Cazemajou (13015)	237 828,92	2501490

La Ville a contesté devant le juge administratif ces titres de recettes et à la suite de l'introduction de ces recours, la Présidente de la 1^{ère} chambre du Tribunal administratif de Marseille, après avoir obtenu l'accord des parties, a ordonné une médiation en application de l'article L. 213-7 du code de justice administrative.

Dans le cadre du processus de médiation, et sous l'égide du Médiateur, les parties se sont rapprochées afin de parvenir à un accord.

IL EST DONC CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les interventions de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Ville de Marseille et de renforcer la coordination de leurs actions en matière de lutte contre les dépôts sauvages sur la voie publique, afin d'améliorer la collecte de ces dépôts, de mieux prévenir leur formation et de mieux sanctionner leurs auteurs.

La présente convention vaut également accord de médiation au sens de L.213-9 du code de justice administrative. Elle a pour objet de mettre un terme définitif, forfaitaire et global à leurs litiges relatifs aux titres visés en préambule et notamment s'interdire la poursuite, la reprise ou l'introduction de quelque procédure que ce soit relativement aux dits titres ou à leur objet.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

Dans sa partie ne relevant pas de l'accord de médiation, la présente convention est conclue à titre expérimental pour une durée d'un an à compter de sa notification à la Ville de Marseille par la Métropole.

Elle fera l'objet d'un bilan à l'issue d'une première période de 6 mois afin d'évaluer les poursuites de l'expérimentation dans les conditions de la présente convention.

A l'issue, les parties pourront acter de la poursuite ou de la renonciation à l'exécution de la convention par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 – CHAMPS D'APPLICATION

La Métropole s'engage à mettre en œuvre des moyens adaptés pour assurer la collecte deux fois par semaine et le traitement des déchets provenant d'une liste de 30 sites de dépôts sauvages définie de manière conjointe avec la Ville. Cette liste pourra faire l'objet d'une révision au bout de 6 mois en fonction de l'évolution des sites de dépôts et de leurs reports éventuels, sur la base des informations partagées entre la Métropole et la Ville.

La Ville de Marseille s'engage, en coordination avec la Métropole, à renforcer les moyens de dissuasion et de répression dont elle dispose pour prévenir la formation des dépôts sauvages sur voirie identifiés, ainsi que rechercher et sanctionner leurs auteurs. Elle s'engage, en particulier, à renforcer la surveillance des zones à risque par des agents assermentés de la police municipale et à utiliser des dispositifs de vidéoprotection adaptés aux fins de lutte contre les dépôts sauvages.

Un zonage des 30 sites (issu du travail conjoint avec la Métropole a permis un découpage en 6 zones géographiques) permettra de dimensionner l'action de la Ville. Pour cela, la Ville déploiera au cours de l'année les moyens humains suivants :

- des opérateurs vidéo ;
- 1 équipage de voie publique par zone ;
- 2 équipages spécialisés de la Brigade Environnement en appui.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION

Les missions qui seront, à titre transitoire, exercées par la Métropole s'appuieront notamment sur :

- les prestations assurées par la Métropole en direct ;
- les biens matériels et immatériels, mobiliers et immobiliers, nécessaires à leur exercice ;
- les contrats dont la Métropole ou la commune sont titulaires et qui ont pour objet de répondre partiellement ou intégralement aux besoins relatifs à l'exercice des missions visées par la présente convention.

Les personnels communaux ou métropolitains exerçant tout ou partie de leurs missions pour l'exercice de la compétence objet de la présente convention demeurent respectivement, sous l'autorité hiérarchique du Maire ou de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en application des dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

ARTICLE 5 – MODALITES BUDGETAIRES, COMPTABLES ET FINANCIERES

La présente convention sera exécutée en contrepartie d'une participation aux charges exposées dans la limite d'un montant maximum fixé à 1 000 000 €, en ce compris le règlement des titres litigieux.

Le montant de la participation définitive sera arrêté dans la limite des dépenses exposées par la Métropole et conformément au bilan financier retraçant les interventions réalisées au titre de la présente convention.

La participation interviendra par semestre échu dans la limite du plafond des dépenses ainsi identifiées. Le détail des tonnages de déchets collectés par point et le coût afférent, sur la base des tarifs délibérés par la Métropole est joint au titre de recette.

Les parties s'adresseront dans les quatre mois de la clôture de l'exercice concerné, un rapport d'activité synthétique et un bilan financier des interventions réalisées.

ARTICLE 6 – SORT DES TITRES EN LITIGE

6.1 Désignation des titres de recettes en litige

Les titres de recettes en litige sont les suivants :

TITRE	MONTANT	N° TA
titre n°6510 du 15/04/2024 - Enlèvement déchets av. Zoccola le 09/02/2024	8 891,48	2406013
titre n°15957 du 27/05/2024 - Enlèvement déchets Bd Marie Joseph (13015) le 21/12/2023	3 802,63	2408024
titre n°16629 du 17/06/2024 - Enlèvement déchets centre-ville semaine 13	2 914,24	2408025
titre n°6552 du 25/04/2024 - Enlèvement déchets av. Zoccola le 09/02/2024	8 685,62	2406254
titre n°15955 du 27/05/2024 - Enlèvement déchets av. Zoccola le 14/12/2023	8 972,67	2407627-1
titre n°15954 du 27/05/2024 - Enlèvement déchets centre-ville semaine 12	4 383,38	2408021
titre n°15956 du 27/05/2024 - Enlèvement déchets centre-ville semaine 14	1 632,30	2408024
titre n°30007 du 12/12/2023 - Enlèvement de déchets du 24/11 au 25/11/2023 avenue Félix Zoccola (13015)	33 204,63	2501492
titre n°700010 du 24/07/2023 - Enlèvement 2550 m3 de déchets du 31/05 au 02/06/2023 chemin de Madrague Ville / Cazemajou (13015)	237 828,92	2501490

6.2 Sort des titres

Dans le cadre du présent accord, il est procédé à une annulation comptable/réduction de ces titres de recettes, selon les conditions précisées ci-après :

TITRES	Montant initial	Nouveau Montant
titre n°15957 du 27/05/2024 - Enlèvement déchets Bd Marie Joseph (13015) le 21/12/2023	3 802,63	760,52
titre n°16629 du 17/06/2024 - Enlèvement déchets centre-ville semaine 13	2 914,24	582,85
titre n°15954 du 27/05/2024 - Enlèvement déchets centre-ville semaine 12	4 383,38	876,68
titre n°15956 du 27/05/2024 - Enlèvement déchets centre-ville semaine 14	1 632,30	326,46
titre n°6510 du 15/04/2024 - Enlèvement déchets av. Zoccola le 09/02/2024	8 891,48	1 778,30
titre n°6552 du 25/04/2024 - Enlèvement déchets av. Zoccola le 09/02/2024	8 685,62	1 737,12
titre n°15955 du 27/05/2024 - Enlèvement déchets av. Zoccola le 14/12/2023	8 972,67	1794,53
titre n°30007 du 12/12/2023 - Enlèvement de déchets du 24/11 au 25/11/2023 avenue Félix Zoccola (13015)	33 204,63	6 640,93
titre n°700010 du 24/07/2023 - Enlèvement 2550 m3 de déchets du 31/05 au 02/06/2023 chemin de Madrague Ville / Cazemajou (13015)	237 828,42	47 565,78
TOTAL	310 316,29	62 063,17

La ville s'engage à mandater ces titres dans un délai de 45 jours à compter de leur réception.

ARTICLE 7 – SUIVI DE L'EXECUTION

Afin de suivre et l'évaluer l'efficacité des mesures mises en place définies à l'article 3 de la présente convention :

- La Métropole s'engage à mesurer l'évolution du tonnage des déchets collectés sur les différents lieux de dépôts sauvages identifiés et à partager cette information avec la Ville de Marseille.
- La Ville de Marseille s'engage à suivre le nombre de procédures coercitives engagées sur le fondement de l'article L. 541-3 du code de l'environnement en lien avec les dépôts sauvages identifiés et à partager cette information avec la Métropole.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Dans sa partie ne relevant pas de l'accord de médiation, toute modification des conditions (hors actualisation des données) ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant. Celui-ci précise les éléments modifiés de

la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION

Le non-respect par l'une ou l'autre des parties des termes de la présente convention, dans sa partie ne relevant pas de l'accord de médiation, entraînera, après discussion et désaccord persistant entre les parties au-delà de 60 jours maximum, la résiliation de celle-ci signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la présente convention pourrait être prononcée, par l'une ou l'autre des parties, pour :

- motif d'intérêt général,
- ou
- manquement grave, par l'une des parties, à ses obligations.

En cas de résiliation, la Ville de Marseille est tenue de s'acquitter auprès de la Métropole, de toutes les sommes dues qui lui sont imputables à la date de résiliation, sur présentation d'un état récapitulatif assorti des justificatifs correspondants.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITES

La Métropole est responsable, à l'égard de la commune et des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

Elle est en outre responsable, à l'égard de la commune et des tiers, des éventuels dommages résultant d'engagements ou actions réalisées au-delà des missions qui lui ont été fixées par la présente convention.

Elle est tenue de couvrir sa responsabilité par une ou plusieurs polices d'assurance.

ARTICLE 11 – LITIGE

Dans sa partie ne relevant pas de l'accord de médiation, en cas de litige survenant à l'occasion de la présente convention, tant en ce qui concerne son interprétation que son exécution, et à défaut d'accord amiable entre les parties, compétence expresse est attribuée au Tribunal Administratif de Marseille, 31 rue Jean-François LECA – 13235 MARSEILLE Cedex 02.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

La juridiction sera saisie par la partie la plus diligente.

ARTICLE 12 – EFFETS DE L’ACCORD DE MEDIATION

En tant qu’il procède d’un engagement conventionnel, le présent accord de médiation est revêtu de l’autorité de la chose décidée et exécutoire de plein droit.

ARTICLE 13 – LEVEE DE CONFIDENTIALITE

Les parties consentent à lever la confidentialité du présent accord de médiation dès lors qu’elles doivent le faire approuver par délibération de leur assemblée : Bureau métropolitain et Conseil municipal.

ARTICLE 14 – DESISTEMENT D’INSTANCE ET D’ACTION SUR LES TITRES OBJETS DU PRESENT ACCORD

Dans un délai de 30 jours à compter de l’envoi des titres réduits, la Ville de Marseille se désistera des recours pendant devant le Tribunal administratif de Marseille enregistrés sous les numéros :

- 2406013
- 2408024
- 2408025
- 2406254
- 2407627-1
- 2408021
- 2408024
- 2501492
- 2501490

Le mémoire de la Ville précisera que la Ville se désiste de ces instances ainsi que de son action sur les titres objets du présent accord.

ARTICLE 15 : ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par la dernière des deux parties.

Fait à Marseille, le

En deux exemplaires originaux,

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

Pour la Ville de Marseille

La Présidente,

Le Maire,

Martine VASSAL

Benoit PAYAN